

Helsinki et suggérait des mesures plus concrètes relativement à la limitation des armements et à des mesures de confiance en Asie-Pacifique - une série de réunions des ministres des Affaires étrangères des pays de la région dotés de «capacités militaires importantes»; une rencontre panasiatique des ministres des Affaires étrangères, qui aurait lieu à Vladivostok en 1993 et qui serait suivie d'un sommet également panasiatique; enfin, des consultations régionales qui se tiendraient en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies.

De 1986 à la moitié de 1991, les gouvernements occidentaux et la plupart des gouvernements asiatiques ont, au mieux, attaqué et, au pire, rejeté ce qui semblait une interminable série de propositions soviétiques concernant la sécurité en Asie-Pacifique, le plus virulent étant le Japon. La visite de M. Gorbatchev au Japon en avril 1991 n'a pas suffi, comme on l'espérait, à dégripper les relations bilatérales et à amener les Japonais à convenir, au moins en principe, de la nécessité de discuter formellement de la sécurité régionale dans des rencontres multilatérales. Ni M. Gorbatchev ni le Premier ministre Toshiki Kaïfu ne bénéficiaient du soutien politique intérieur nécessaire pour surmonter les obstacles institutionnels et politiques qui empêchaient d'améliorer les relations bilatérales entre leurs pays⁵ ou pour s'entendre enfin sur les conditions du traité de paix en suspens depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Les propositions unilatérales faites par M. Gorbatchev à Tokyo, soit la création d'une instance au sein de laquelle cinq pays (URSS, États-Unis, Chine, Inde et Japon) discuteraient des problèmes généraux de l'Asie-Pacifique, et des discussions trilatérales entre Soviétiques, Américains et Japonais sur la sécurité régionale, ont été qualifiées de prématurées par les Japonais et aucune suite n'y a été donnée de part ou d'autre.

Le coup d'État avorté d'août 1991, puis la dissolution de l'URSS ont affaibli Moscou dans sa capacité de définir l'orientation de sa politique vis-à-vis de l'Asie-Pacifique. Bien qu'elle se proclame haut et fort État asiatique autant qu'européen (et fasse à l'occasion référence à l'aigle à deux têtes des Romanov, comme pour bien insister), la Fédération de Russie doit encore se prononcer véritablement sur les questions de sécurité concernant l'Asie-Pacifique. Étant donné l'imbroglio continu qui caractérise les relations russo-japonaises depuis le renvoi de la visite du président Eltsine, il est peu probable que la Russie soit en mesure de le faire dans un proche avenir.

⁵ Beaucoup croyaient, dans les médias japonais comme dans les milieux diplomatiques de Tokyo, que le président soviétique offrirait de faire une concession importante sur la question des territoires septentrionaux et que Toshiki Kaïfu serait en mesure, durant cette visite, d'offrir une aide financière considérable aux Soviétiques (aide sur laquelle se seraient entendus le Parti libéral démocratique au pouvoir, le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Finances). En fait, les deux dirigeants étaient gênés pour négocier, M. Gorbatchev par la soudaine intransigeance de Boris Eltsine sur la question du retour de ces territoires, M. Kaïfu par le refus de ses partisans de jadis et d'autres membres du PLD d'user de leur influence sur la bureaucratie pour débloquer le dossier de l'aide financière.